

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame la Présidente, les motifs du député ne sont pas un mystère en tout cas. S'il a posé cette question, ce n'est pas parce qu'il se soucie des pêcheurs de la côte ouest, ni de ceux de la côte est. En réalité, il est motivé par une idée fixe concernant le libre-échange et par son animosité envers les États-Unis. Voilà une façon bien inefficace d'orienter la politique dans notre pays.

Grâce à la décision que mon collègue, le ministre du Commerce international, a annoncée hier à Vancouver, nous prenons en fait des dispositions qui nous garantiront la possibilité d'appliquer des normes de conservation canadiennes.

S'il sait quelque chose des difficultés qu'éprouve l'industrie de la pêche au Canada, surtout dans la région de l'Atlantique ces temps-ci, il sait qu'il faut avoir des normes de conservation efficaces. Les mesures que le gouvernement du Canada a annoncées hier protègent les intérêts des pêcheurs canadiens en garantissant le maintien de nos systèmes de conservation.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Madame la Présidente, le problème, c'est que le pauvre ministre est tellement bouché qu'il ne comprend toujours pas ce que cela signifie que de protéger les intérêts des Canadiens.

En disant cela, je veux lui poser une question au sujet de ses grandes déclarations concernant la conservation. Le président du Conseil des pêches de la Colombie-Britannique, M. Hunter, a signalé que la décision que le gouvernement a acceptée créera exactement les mêmes problèmes sur la côte ouest que ceux que connaît actuellement la côte est, soit une diminution des stocks, un manque de données, et la cession de 25 p. 100 de notre poisson aux Américains au moment même où nous reprochons aux Européens de pêcher notre poisson.

Comment le gouvernement peut-il expliquer le fait que nous disions aux Européens qu'ils n'ont pas accès à notre poisson sur la côte est, alors que nous cédonos l'accès à nos stocks aux Américains sur la côte ouest? Le gouvernement ne comprend-il pas qu'il met en péril le secteur des pêches sur les deux côtes?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je ne peux pas vérifier la citation que le député a faite. Si la personne qu'il a citée a dit cela, elle se trompe elle aussi.

Permettez-moi de revenir sur les arguments que le député essayait de présenter hier en faveur d'une taxe à l'exportation. Obsédé par l'Accord de libre-échange et déterminé à se laisser guider dans tout par son hostilité

envers les États-Unis, le député s'est accroché à la question de la taxe à l'exportation.

Si le pays veut un débat honnête sur les mesures qui sont à notre disposition, le député devrait avoir l'honnêteté d'admettre que nous avons déjà eu recours à une taxe à l'exportation dans le cas du bois d'oeuvre. Cela n'a pas fonctionné. C'est une mesure si inefficace qu'elle n'a pas été utilisée pendant des décennies par le gouvernement dont le député a fait partie ni par notre gouvernement.

Le député sait également que si nous imposons, dans ce secteur, une taxe à l'exportation assez élevée pour être efficace, cela constituerait une infraction aux règles du GATT. Il comprend certainement cela.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Vous êtes tellement stupide, Joe, c'est incroyable. Vous ne savez pas ce que c'est que le GATT.

* * *

LE BUDGET

Mme Dawn Black (New Westminster-Burnaby): Madame la Présidente, le gouvernement a dit hier que la réduction du déficit passe avant tout, qu'elle importe davantage que le bien-être des Canadiennes.

Le déficit n'est pas aussi important que cela lorsqu'il s'agit d'accorder 161 millions de dollars aux amis du gouvernement, à la société Boeing.

Le déficit n'est pas aussi important que cela lorsqu'il s'agit de consacrer 14 millions de dollars à la publicité pour la TPS, une taxe contestée par tout le monde.

Le déficit n'est pas aussi important que cela lorsqu'il s'agit de donner encore 114 millions de dollars aux forces armées postées en Europe. Mais le déficit passe avant le bien-être des Canadiennes.

Le vice-premier ministre peut-il nous expliquer pourquoi le SCRS a droit à un supplément de 33 millions de dollars, alors que les programmes d'aide aux femmes battues sont réduits? Le vice-premier ministre peut-il nous dire comment il se fait que les gars peuvent avoir leurs joujoux de guerre, alors que des services destinées aux femmes sont supprimés?

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté): Madame la Présidente, aucun programme d'aide aux femmes battues ni aucune femme battue n'auront à souffrir le moindrement par suite du dernier budget. C'est un crime contre l'humanité que des femmes soient battues